

Contre un règlement départemental du RSA limitatif, mobilisons-nous Non aux refus de RSA aux ressortissants européens comme aux autres



Ce vendredi 30 mars, nous avons occupé un bâtiment du conseil départemental à Alès pour protester contre les restrictions appliquées aux ressortissants européens pour obtenir les aides sociales dans le Gard (RSA). En effet, ce département a une vision particulièrement restrictive des droits aux aides sociales pour les Européens que ce soit par rapport à d'autres départements, au code français des étrangers ou aux directives européennes. Ce choix place de nombreux Européens vivant en France depuis longtemps, travaillant ou ayant travaillé, dans des situations impossibles, à devoir vivre parfois sans aucun revenu.

Nous étions entre 30 et 40 occupants, chômeurs, RSAstes, travailleurs, à exiger que le Gard modifie son règlement concernant le RSA dans un sens favorable aux ressortissants européens et à l'ensemble des allocataires. Des membres du collectif Exploités-Enervés, de Cévennes sans frontières et du collectif de chômeurs de la Royale étaient présents. Nous avons déjà interpellé différents conseillers directement ou par mail qui, pour la plupart ne nous ont pas répondu, et demandions lors de l'occupation de rencontrer M. Bouad (président du Conseil Départemental). Celui-ci comme à son habitude, à présent, n'a pas daigné nous répondre autrement que par la force puisque qu'une vingtaine de policiers nous a délogé vers 13h30, après 3h d'occupation. Nous n'avons rencontré que la directrice de l'UTASI qui n'avait pas grand-chose à nous dire à part que le cabinet de Bouad ne souhaitait pas avoir de contact avec nous et que nous risquions une intervention policière comme à Nîmes le mois dernier.

Le personnel administratif (directeurs de services sociaux ou d'unité territoriale) ne font qu'appliquer ce que les politiques décident et votent, toujours dans un sens défavorable aux allocataires, aux plus pauvres. Il s'agit pour les conseillers départementaux et leur personnel de répercuter les restrictions budgétaires réclamées par l'État sur les classes populaires. Nous payons le redémarrage de l'économie, entendez des profits des plus riches, par moins d'aides sociales, par des contrôles sur les chômeurs et les RSAstes toujours plus durs, par des services aux plus pauvres toujours moins efficaces. Dans le même temps, la pression est mise sur ceux qui ont un travail, pensons à la SNCF, aux lois travail... Et d'autres réformes attendent encore les chômeurs et les retraités sans parler de la sécu.

Nous avons tous besoin de nous mettre en lutte, travailleurs et chômeurs, RSAstes et retraités... nous savons bien que nous passons tous d'une case à une autre et que les attaques du gouvernement et des patrons se font contre l'ensemble de notre classe.

Des luttes sociales d'ampleur sont nécessaires mais le combat passe aussi par des luttes immédiates pour les conditions de vie de certains d'entre nous.

Après cette 2^e occupation de l'année, nous ne nous arrêterons pas là. Le règlement du RSA dans le Gard doit être modifié, les contrôles incessants doivent prendre fin, les coupes budgétaires touchant les travailleurs et les chômeurs aussi. Il s'agit d'inverser le rapport de force par nos luttes.

Nous appelons d'ors et déjà, pour la tenue du conseil départemental à :

Un rassemblement devant l'hôtel du département du Gard à Nîmes jeudi 5 avril à 9h.

exploitesenerves@riseup.net
exploitesenerves.noblogs.org

